

ÉCONOMIE

Du pétrole, peut-être, mais surtout des idées



L'avenir du Liban en tant que pays exportateur de pétrole et de gaz reste suspendu à la confirmation de son potentiel. Photo Ibrahim Tawil

LIBAN

Le sous-sol libanais regorge-t-il, oui ou non, de ces abondantes réserves de pétrole et de gaz capables de faire basculer son destin ? Faute de pouvoir répondre de façon tranchée à cette question, une conférence organisée hier autour de ce sujet a tout de même laissé poindre un faisceau de perspectives encourageantes tout en distillant quelques conseils avisés à l'adresse de toutes les composantes de la société libanaise.

Philippe HAGE BOUTROS | OLJ

23/10/2014

« Same old, same old », lâche un diplomate anglophone en quittant la salle de conférences de l'hôtel Phoenicia, à l'issue de la cérémonie d'ouverture de la conférence Oil & Gas : Unlocking Opportunities. Organisé par le Lebanese Center for Policy Studies (LCPS), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), entre autres, et avec la collaboration d'une pléiade d'ambassades de pays engagés dans l'exploitation pétrolière et gazière, l'événement semble en effet perçu par certains invités comme l'énième annonce d'une improbable ruée. Il faut dire que cette conférence n'est finalement qu'une version « allégée » de la Conférence Lipec (Lebanon International Petroleum Exhibition and Conference), laquelle était initialement programmée pour les 21 et 22 octobre. Une « Journée du pétrole » qui a effectivement de quoi laisser les plus sceptiques sur leur faim.

Interrogé par L'Orient-Le Jour, le président de l'Association des industriels libanais, Fadi Gemayel, confie « qu'il s'agit bien d'une réunion fondée sur des espérances, en attendant les certitudes ». Le président de l'AIL était présent aux côtés du ministre de l'Énergie et de l'Eau, Arthur Nazarian, de l'ambassadeur de Norvège au Liban, Svein Aass, du président de l'Administration pétrolière libanaise (LPA), Nasser Hoteit, du président du barreau libanais, Georges Jreije, du président de l'Association des courtiers d'assurances libanais (Acal), Assaad Mirza, ainsi que du président de NEOS Geosolutions, James R. Hollis. Ce dernier a par ailleurs confirmé le début du « Lebanon NeoBasin Program », une opération de balayage aérien sur une zone d'environ 6 000 km qui inclut la quasi-totalité du littoral et qui comprend également une partie du nord de la Békaa, le Mont-Liban ainsi que le Liban-Nord. Un mémorandum d'entente a, par ailleurs, été signé par MM. Jreije et Hoteit pour définir les bases du cadre légal de toute démarche future consécutive à cette opération de détection.

Les enseignements de l'expérience norvégienne

Parmi les interventions qui ont été prononcées par les personnalités précitées, celle de M. Aass a eu une résonance toute particulière. En

tant que représentant de l'autorité d'un « petit pays qui a su capitaliser sur ses réserves de pétrole et qui pourrait adresser des conseils à un autre qui est en passe de se lancer dans cette aventure », le diplomate norvégien a énoncé un certain nombre de recommandations dictées par l'expérience de son pays dans le domaine de l'exploitation des ressources énergétiques. Des acquis accumulés depuis les années 60 et qui ont permis à l'État norvégien de constituer des réserves financières qui se chiffrent « en trillions de dollars ». Pour M. Aass, « il est nécessaire, en priorité, de résoudre les différends frontaliers avec les pays voisins ». Interrogé par L'Orient-Le Jour, le diplomate concède toutefois que cette étape est beaucoup plus aisée à franchir en Scandinavie « qu'elle ne l'est au Moyen-Orient en l'état actuel des choses pour le Liban, la faute étant à une » donne internationale particulière « dont est imprégnée l'histoire récente de la région.

Une fois la question du voisinage réglée et les premiers pas vers une exploitation à plein régime des ressources énergétiques effectués, M. Aass insiste sur l'importance, pour la santé économique du pays, « de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier ». L'existence d'une abondante source de revenus résultant de ce type d'activités ne suffit pas en effet à « soutenir à elle seule la croissance ». Sami Atallah, directeur exécutif de LCPS, illustre ce propos en rappelant que « si certains pays ont pu doubler leur PIB en 30 ans grâce à la manne pétrolière, d'autres, à l'image de l'Arabie saoudite ou encore des Pays-Bas, ont connu de réelles difficultés au niveau économique ». Un paradoxe qui trouve sa source dans une tendance de certains pays à « trop compter sur leur rente pétrolière et ne pas assez investir dans des réformes structurelles de leur appareil économique à l'échelle nationale ». À ce sujet, M. Fady Gemayel souligne que le Liban « est mieux loti que d'autres à ce niveau » et exhorte les politiciens à débloquer au plus vite le dossier du pétrole afin de « donner l'envergure nécessaire à l'industrie libanaise pour lui permettre de jouer un rôle d'accélérateur de croissance ». Il rappelle, en outre, que la facture énergétique des produits manufacturés au Liban est comprise dans une fourchette qui va de 5,7 % à près de 35 % de leur prix de vente, la branche supérieure de cette dernière concernant l'essentiel des matériaux de conditionnement (verre, carton, papier), dont dépendent la plupart des autres industries.

M. Aass a enfin évoqué deux autres mesures prises par les autorités norvégiennes au début des années 70 pour éviter d'être confronté à ce qui est communément appelé la « malédiction du pétrole ». La première consiste à « mettre de côté les dissensions politiques grâce à un pacte de stabilité concernant la gestion de la rente pétrolière ». La deuxième, encore plus ambitieuse, serait mise en œuvre par la création d'un « fonds souverain dans lequel serait reversé une partie substantielle des revenus de ce secteur ». À titre d'exemple, les différents gouvernements norvégiens ne peuvent utiliser que « 4 % des recettes annuelles de la rente du pétrole », les 96 % étant reversés dans cette cagnotte, permettant ainsi au pays de rassembler les ressources suffisantes afin d'être paré pour l'avenir.

Ces solutions qui ont fait donc leurs preuves en Norvège sont loin d'être irréalisables au Liban. Elles s'inscrivent néanmoins dans une démarche qui exige que la société libanaise passe enfin le cap de la résignation afin de pouvoir espérer autre chose de l'avenir que des promesses de lendemains qui chantent, avec ou sans pétrole.

Pour mémoire

[Le soutien aux entreprises et la transition énergétique sur le tapis à Beyrouth](#)

[L'expert Nicolas Sarkis dénonce les « anomalies désastreuses » de la politique pétrolière libanaise](#)

[Patrick Gougeon : « Le Liban risque d'être exclu des accords gaziers régionaux s'il prend trop de retard »](#)

[Pétrole et gaz naturel : une bénédiction ou une malédiction pour le Liban ?](#)

[RETOUR À LA PAGE "ÉCONOMIE"](#)